

OTC dissèque les media sur l'Artsakh

Ankara dénonce la dissolution du réseau ultranationaliste implanté en France.

Par [Jean-François Chapelle](#)



Le Centre national de la mémoire arménienne, à Décines-Charpieu, près de Lyon, le 1er novembre. JEFF PACHOUD / AFP

L'apaisement aura été de courte durée. Le ping-pong des accusations déléatoires entre Paris et Ankara avait cédé la place au deuil et aux messages de solidarité après l'assassinat, le 29 octobre dans une église niçoise, de trois personnes par un terroriste tunisien, puis la mort d'au moins 114 personnes dans un séisme survenu le 30 dans l'ouest de la Turquie. L'adoption, mercredi 4 novembre, par le gouvernement français, d'un décret prononçant la dissolution du « groupement de fait » que constituent en France les « Loups gris », organisation de jeunesse du parti turc d'extrême droite de l'Action nationaliste (MHP), a

cependant réveillé les tensions entre les deux pays.

Selon ce texte, les « Loups gris » constituent un « *mouvement paramilitaire et ultranationaliste* » dont les membres « *participent à des camps d'entraînement* » sur le sol français, font la promotion d'« *une idéologie tendant à discriminer, voire à provoquer à la violence contre les personnes d'origine kurde et arménienne* » et ont été impliqués « *dans plusieurs actions violentes ayant le caractère de manifestations armées dans la rue* ».

« **Décision provocatrice** »

Son adoption intervient après deux incidents violents survenus fin octobre sur l'autoroute A7, à hauteur de Vienne (Isère), puis à Dijon (Côte-d'Or), au cours desquels des dizaines de personnes affichant leur appartenance aux « Loups gris » ont pris à partie des membres de la communauté arménienne qui manifestaient contre l'offensive lancée par l'Azerbaïdjan, avec le soutien de la Turquie, pour conquérir l'enclave arménienne du Haut-Karabakh.

Ces agressions, qui ont fait plusieurs blessés, ont été suivies de la profanation du Centre national de la mémoire arménienne et du [Mémorial du génocide arménien de 1915](#), dans la région lyonnaise, tagués avec les inscriptions « Nique Arménie », « Loup Gris » et « RTE » - les initiales du président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Le ministère turc des affaires étrangères a dénoncé mercredi une « *décision provocatrice* ». Accusant le gouvernement français d'« *ignorer les incitations, menaces et attaques croissantes de la diaspora arménienne fanatique de son pays* », il a jugé « *nécessaire de protéger la liberté d'expression et de réunion des Turcs de France* » et promis dans un communiqué que « *la réponse la plus ferme sera donnée à cette décision* ».

Partenaire indispensable

Le MHP est devenu au cours des dernières années un partenaire indispensable du parti islamo-conservateur de M. Erdogan, en perte de vitesse et auquel il a imposé ses vues - interventionnisme à outrance et recours à la force militaire - sur de nombreux dossiers de politique étrangère, comme la Libye, le Haut-Karabakh ou la Méditerranée orientale...

Sur tous ces sujets, la Turquie s'oppose à la France. Les tensions ont culminé au cours de la dernière semaine d'octobre, quand M. Erdogan a conseillé au président français, Emmanuel Macron, « *des examens de santé mentale* », puis appelé à un boycottage des produits français.

Jeudi, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a qualifié d'« *inacceptables* » les « *déclarations de violence, voire de haine, qui sont régulièrement affichées par le président Erdogan* ». « *Nous voulons très fermement que la Turquie renonce à cette logique-là, a-t-il affirmé sur Europe 1, avant de prévenir : Et si d'aventure ce n'était pas le cas, le Conseil européen (...) a décidé qu'il prendrait les mesures nécessaires à l'encontre des autorités turques. (...) Il y a des moyens de pression, il y a un agenda de sanctions possibles.* »

2. Marianne

6 novembre 2020

<https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/il-est-temps-que-la-france-appelle-a--de-veritables-sanctions-contre-le-jeu-derdogan>

"Il est temps que la France appelle à de véritables sanctions contre le jeu d'Erdogan"

Tribune

Par Joseph Gallard et Julien Nguyen

Joseph Gallard et Julien Nguyen détaillent les provocations répétées de la Turquie à l'égard de la France et de l'Europe, et demandent que des sanctions soient prises à l'égard du président Erdogan.

Joseph Gallard est vice-président du cercle de réflexion Droite de Demain, licencié d'Histoire et étudiant en Relations Internationales

Julien Nguyen est secrétaire général de Droite de Demain et étudiant en histoire des Mondes Musulmans à l'Université de Strasbourg

"Emmanuel Macron devrait aller faire des examens de santé mentale." [Cette déclaration du président turc Recep Tayyip Erdogan](#), le 24 octobre, a choqué plus d'un et mis, encore une fois, à jour les divisions au sein de la communauté turque en France. En effet, une partie de cette communauté a exprimé son soutien au sultan Erdogan, posant encore une fois la question de leur allégeance réelle. Le 3 novembre, la dissolution du groupe ultranationaliste des [Loups gris](#), affilié à l'extrême droite turque, montre encore plus qu'il existe un réel problème au sein de la communauté turque. Présents en masse, bénéficiant du soutien de leur gouvernement et très souvent repliés sur eux-mêmes et mal intégrés, cette frange-là des Turcs français, parfois aux ordres directs d'Ankara, n'en est pas à sa première bavure.

ERDOGAN FORCÉ AU NATIONALISME

Il est clair que la Turquie, à l'heure actuelle, n'est pas un pays en bonne santé. L'économie turque s'effondre. La banque centrale turque est profondément endettée auprès des banques turques - 54 milliards de dollars - et a déjà dépensé plus de 65 milliards cette année. Les réserves turques sont au point le plus bas depuis plus de vingt ans, et le PIB turc

décline plus rapidement que jamais depuis la crise de 2008-2009, et la pandémie de Covid-19 n'améliore pas les choses : l'une des premières sources de revenus de la Turquie, le tourisme, a décliné de 75% pendant la première moitié de l'année. Les Turcs eux-mêmes ne sont pas sûrs que la croissance puisse être rétablie l'an prochain. Enfin, le cours de la lire turque s'est effondré, passant d'environ 3 liras pour un dollar en 2015 à plus de huit liras par dollar cette semaine.

Le rôle de Recep Tayyip Erdogan lui-même dans la crise n'est pas à négliger : soucieux de préserver son image de chef puissant et inébranlable, il refuse systématiquement toute solution qui ternirait son image (augmenter les taux d'intérêt de la banque centrale, ou accepter l'assistance du FMI, par exemple), et nomme son propre beau-fils, Berat Albayrak, comme ministre des finances. Néanmoins, Erdogan continue de refuser de faire face à ces problèmes, et préfère les cacher. Son écran de fumée ? L'amour de la patrie, la fierté de la nation et l'union dans la religion, une chose dont les Turcs, à défaut de capital économique, disposent à foison. Ses appels à l'austérité sont camouflés derrière un patriotisme exacerbé, et [il demande ainsi à ses soutiens](#) de "*transformer les euros, les dollars et l'or qu'ils cachent sous leurs coussins en liras pour nos banques*".

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE MUSCLÉE

Néanmoins, c'est à l'étranger que l'influence d'Erdogan s'exerce le plus ardemment. Sa politique nationale repose sur deux axes principaux : la défense de l'Islam en tant qu'héritier des Califes ottomans, et l'unité et la protection de la nation turque. Ainsi, la Turquie étend ses bras de partout autour de la Méditerranée et de ses frontières, affrontant parfois directement l'Europe. C'est par exemple le cas en Libye, [où il fustige le gouvernement de Khalifa Haftar](#) soutenu par la France, comme "*illégitime*" et "*peu fiable*", appelant à lui "*faire la leçon*" en le vainquant militairement. Bien entendu, la Turquie prendrait ainsi la tête de la coalition visant à vaincre le "*seigneur de guerre*" Haftar. L'intervention d'Erdogan répond à un double objectif politique : il étendrait sa mainmise politique sur la Libye, la faisant entrer dans sa sphère d'influence, et se poserait encore une fois en tant que défenseur de la foi islamique contre Haftar, suppôt de l'Occident. Après l'échec de la conférence de Berlin en janvier, Erdogan, [fidèle à lui-même, dénonce "l'apathie" de la communauté internationale](#), et, surtout, prévient l'Union européenne d'une montée du terrorisme si la situation en Libye n'est pas réglée, des mots qui peuvent facilement être interprétés comme une menace à l'égard de l'Europe.

En Syrie également, les Kurdes doivent faire face aux forces turques, qui envahissent un territoire qui n'est pas le leur, une violation de la souveraineté syrienne en plus d'être un acte abject envers ceux qui se sont battus aux côtés de la coalition contre l'État Islamique, et qui, aujourd'hui, soutiennent la France dans son bras de fer avec la Turquie. Plus récemment, Erdogan s'implique dans le conflit arméno-azéri dans le Haut-Karabagh, répondant cette fois à un besoin d'unité de la nation turque : l'Azerbaïdjan, bien que pays profondément laïque, représente un frère turc, un enfant de Turan, qui doit donc être soutenu. Enfin, c'est dans la Méditerranée orientale que les Turcs se font les plus virulents. Il y a quelques mois, ils ouvraient les vannes de l'immigration, invitant - et dans certains cas, forçant à bout de fusil - les migrants à se rendre en Grèce, pays bien entendu incapable de les accueillir. Aujourd'hui encore, la Turquie continue de procéder à la recherche d'hydrocarbures sur le plateau continental grec, à quelques kilomètres à peine des îles de Rhodes et de Kastellórizo, et ce en dépit des avertissements répétés de son voisin occidental

et surtout de l'interposition d'Emmanuel Macron, qui prend la défense de notre allié oriental.

LA DIASPORA, BRAS ARMÉ DE LA TURQUIE

C'est néanmoins en Europe ou le bras long d'Erdogan se fait de plus en plus sentir, et ce grâce à la nombreuse diaspora turque, en particulier en France et en Allemagne. Ils seraient environ un million dans l'Hexagone, si ce n'est plus. La majorité des immigrés turcs en France proviennent de régions pauvres et rurales, la classe moyenne des grandes villes comme Istanbul ou Izmir ne ressentant pas le besoin d'émigrer vers l'occident. Ce qu'il est important de noter, c'est que les campagnes turques représentent le bastion de l'AKP, et sont donc peuplées par une majorité profondément conservatrice et aussi pieuse que nationaliste. Une fois arrivées en France, [77% des familles turques parlent exclusivement Turc à la maison](#). Même après avoir appris le français, ils continuent d'utiliser le Turc avec leurs propres enfants. Surtout, les communautés turques à l'étranger restent proches les unes des autres et de la Turquie même, ont un accès facile aux médias turcs et passent des vacances fréquentes avec la Turquie. Tous ces éléments leur permettent de maintenir une identité très forte.

Ainsi, la communauté turque est considérée par la politologue turque Zana Çıtak comme la moins bien intégrée de France, en grande partie à cause du lien très fort qu'elle entretient avec son pays d'origine. Cette diaspora extrêmement nombreuse et déjà liée à la Turquie, Erdogan l'a déjà infiltrée : les mosquées turques poussent comme des champignons, comme la monumentale [mosquée de la Meinau](#) qui peut accueillir 2500 croyants, et les écoles musulmanes turques se multiplient également. En particulier, les prêches des mosquées turques se font en Turc, alors que ceux des mosquées maghrébines sont généralement en Français. Ses ministres tentent de faire campagne à l'extérieur de la Turquie, et il appelle la communauté turque à défendre ses intérêts, [les enjoignant en 2017 d'avoir cinq enfants par couple](#) pour les protéger contre les injustices.

LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE EN FRANCE

Erdogan ne se cache pas de mener à la manière des Italiens des années 30 une géopolitique des expatriés. Ainsi, le président autocrate appelle très régulièrement les Turcs résidant dans les pays étrangers à agir et déstabiliser les pays concernés. La France n'y échappe pas, les Français d'origine turque sont très régulièrement sollicités par le régime turc. De même, la Turquie fait depuis longtemps un entrisme dans l'islam français, la Turquie faisant bonne figure parmi les pays étrangers exerçant une influence sur les mosquées françaises : près de la moitié des imams étrangers sont turcs. Cette influence sur les sites religieux français entre dans une stratégie de panislamisme menée par le président turc.

Les caricatures de *Charlie Hebdo* à l'égard de Mahomet à la suite des procès des attentats de 2015 ont permis à Erdogan de viser la France et en faire le bouc émissaire de l'islamisme. Il appelle ainsi [au boycott des produits français](#) : "*Tout comme en France certains disent n'achetez pas les marques turques, je m'adresse d'ici à ma nation : surtout ne prêtez pas attention aux marques françaises, ne les achetez pas.*" Un boycott qu'il accompagne par un point Godwin inacceptable : "*Une campagne de lynchage semblable à celle contre les Juifs d'Europe avant la Deuxième Guerre mondiale est en train d'être menée contre les musulmans.*" Des énièmes provocations envers la France, et plus particulièrement

envers notre Président Emmanuel Macron, visé par le pouvoir islamiste turc car il s'attaque aux sujets du fondamentalisme islamiste, à travers sa politique contre le séparatisme. Les images ont de quoi faire peur. Flashback vers les périodes sombres de notre histoire, un véritable pogrom a été organisé le 28 octobre dernier aux alentours de Lyon, dans la ville de Décines réputée pour accueillir de nombreux Français d'origine arménienne. Des centaines de Turcs ont voulu en découdre, et punir les Arméniens à la suite d'événements à Vienne en Isère.

Sous les slogans pro-Erdogan, les insultes racistes et l'agression de policiers, ces sympathisants du régime turc ont désobéi au couvre-feu et ont importé des conflits ethniques dans notre pays, se déclarant au passage extérieurs à notre communauté nationale. Les Français d'origine arménienne avaient décidé de bloquer un péage pour montrer leur indignation face aux actions de l'Azerbaïdjan en Arménie. Ils auraient alors été pris à partie par des Turcs armés de couteaux et de marteaux. Vers 19 h 30, [ils ont manifesté dans les rues de Vienne](#). Des manifestations violentes qui sont à additionner avec [l'invasion du centre-ville de Dijon](#) par une soixantaine de Turcs, et une nouvelle fois, les signes des Loups gris ont été effectués par les manifestants et des cris de soutien à Erdogan ont résonné.

LE GROUPE NATIONALISTE LES LOUPS GRIS PRÉSENTS SUR NOTRE TERRITOIRE

Ce qui a de quoi nous inquiéter au-delà de ce conflit civilisationnel importé dans notre contrée, c'est la présence de militants nationalistes turcs : les [Loups gris](#). Un groupe ultra-violent ayant procédé à des massacres dans les années 90 et tristement célèbres par leur attentat sur le Pape Jean-Paul II en 1981. Depuis, loin d'être un hasard, ce groupe paramilitaire s'est rapproché du MHP, parti d'extrême droite turc, allié d'Erdogan au parlement. Un groupe extrêmement dangereux, et qui sévit désormais dans notre pays, comme le prouve la vidéo du 24 juillet dernier [à Lyon où un groupe armé s'en est pris aux manifestants arméniens](#) ; ce groupe a scandé des chants caractéristiques de ces groupuscules fascistes. [Deux dégradations sur des sanctuaires de commémoration du génocide arménien ont eu lieu](#) ; à Paris c'est la statue de Komitas - représentant le prêtre Komitas rescapé du génocide - qui a été profanée par les inscriptions "c'est faux" ; désormais, le 1er novembre, c'est le CNMA (Centre national de la mémoire arménienne) qui a été tagué d'un "nique Arménie" et signé par "RTE Loups Gris". Un triste événement faisant écho aux manifestations précédentes. Bien que le groupe ait été très récemment dissous, ses militants continuent d'être présents en France.

Malgré les provocations répétées d'Ankara à l'égard de la France et d'Emmanuel Macron, et son refus total de respecter les limites posées par ses voisins et la communauté internationale, il n'y a toujours pas de punition pour le sultan turbulent qui siège à Ankara. Premièrement, la réaction d'Angela Merkel à son égard, qui s'est maintes fois répétée : pas de sanction de la part de l'Union européenne. Les raisons derrière ne sont pas difficiles à deviner : l'immense population turque en Allemagne, estimée par Merkel elle-même aux alentours de sept millions et qui ne manquerait pas de se faire entendre si l'Allemagne prenait des mesures allant à l'encontre de la Turquie. Deuxièmement, le statut de la Turquie en tant que membre de l'OTAN, qui lui garantit une quasi-invulnérabilité sur la scène internationale et en particulier de la part des autres Etats membres, la France faisant exception de par sa puissante armée.

Néanmoins, et malgré le bras-de-fer ambiant entre Emmanuel Macron et son homologue turc, force est de reconnaître que la France concède bien plus qu'elle ne gagne sur ce terrain. En sont témoins l'aide humanitaire offerte à la Turquie à la suite du séisme d'Izmir le 31 octobre, et [les initiatives forcenées de certains députés et politiciens pour ne pas sanctionner Ankara](#).

Rappelons enfin qu'il existe encore des discussions pour que la Turquie, qui ne s'illustre guère par son respect des droits de l'Homme, puisse [rejoindre l'Union européenne](#), un rapprochement impossible. Nous devons mettre fin à cette ambiguïté et refuser toute entrée de la Turquie dans notre Union Européenne. Au vu de la situation actuelle, il est plus que temps pour la France d'appeler à de véritables sanctions pour que le jeu d'Erdogan ne puisse plus durer.

3. Mediapart

5 novembre 2020

<https://blogs.mediapart.fr/thomas-dilan/blog/051120/pourquoi-la-france-doit-reconnaitre-la-republique-dartsakh-haut-karabakh>

Pourquoi la France doit reconnaître la République d'Artsakh (Haut-Karabakh)

par Thomas Dilan

Face à la torpeur et au manque de courage politique de l'exécutif, une trentaine de députés ont déposé une proposition de résolution pour que la France reconnaisse la République d'Artsakh, nom arménien du Karabakh, afin de mettre ainsi un terme à l'immense injustice et tragédie humaine en cours.

L'inaction de la France est indigne de ses valeurs, du combat qu'elle a à mener sur son propre sol et de son siège permanent au Conseil de sécurité.

La France peut faire basculer le cours des événements en reconnaissant la République d'Artsakh et il lui incombe de le faire PARCE QUE :

- [La situation est critique et l'Europe est "muette et complice"](#) : le Karabakh est sous le déluge de feu des drones kamikazes de l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie (y compris par le recrutement de mercenaires djihadistes...), dans un combat totalement inégal et illégal, ces derniers utilisant des bombes à sous-munitions et au phosphore (qui détruisent toute la faune et la flore), en infraction au droit international.

- **Le Karabakh est une terre arménienne depuis plus de 2000 ans**, donnée par Staline à l'Azerbaïdjan en 1921 par opportunisme géopolitique (pétrole...). Et l'idéologie panturquiste, qui rêve d'un espace homogène turc du Bosphore à la mer Caspienne, s'est emparée de cette aubaine, après avoir déjà supprimé toute diversité culturelle d'Anatolie (arménienne mais aussi grecque et syriaque).

- **En 1988**, les Arméniens du Karabakh ont formulé pacifiquement et légalement leur demande de rattachement à l'Arménie ; la réponse azérie a été [les pogroms de Soumgait en 1988 puis de Bakou en 1990](#). D'où la guerre d'indépendance débutée en 1991, à l'effondrement de l'Union soviétique.

- **Les Turcs** (Tatars ou Azéris inclus) **ont pris aux Arméniens 90 % de leur territoire historique** et il est aisé de comprendre l'extrême détermination arménienne à ne plus céder le moindre km² ni à se laisser berner et massacrer comme en 1915.

Les citoyens azéris et turcs, y compris au sein de leur diaspora en France, **n'ont malheureusement pas accès à cette information essentielle, cette perspective historique, sans laquelle ils ne peuvent comprendre la légitimité et la détermination arméniennes.**

- **Le Groupe de Minsk est un échec** : depuis 28 ans, il n'a pas permis d'avancée.

Donc la neutralité de la France, comme celle des deux autres coprésidents du Groupe, USA et Russie, **n'est absolument plus pertinente.**

Et l'Azerbaïdjan et la Turquie profitent et s'engouffrent dans la brèche de notre mollesse et de notre zèle juridique attentiste pour poursuivre leur entreprise génocidaire.

- L'actualité en France nous rappelle cruellement que **le combat qui se déroule au Karabakh rejoint celui qui est à mener sur notre sol**, un combat pour des valeurs : **respect de l'altérité, primauté du droit sur la force, droit à la démocratie** - l'Artsakh en est une, la Turquie et l'Azerbaïdjan, non -, **droit à l'autodétermination, et à la vérité historique** (en l'occurrence, reconnue par notre loi de 2001).

Comme en leur temps Clémenceau, Jaurès, A. France, Proust, C. Péguy, R. Rolland et d'autres l'avaient compris, il n'en va pas simplement d'une affaire arménienne mais d'un combat pour **des valeurs qui sont l'ADN de la France.**

- La reconnaissance de la République d'Artsakh ouvrira la perspective d'une entrée dans la sphère des **Nations unies** et partant, d'un envoi de casques bleus.

Et d'ici là, une reconnaissance permettrait à la France d'envoyer une force d'interposition puisque la Russie, qui aurait les moyens de le faire, indigne de son alliance séculaire avec les Arméniens, ne le fait pas ! Par peur de heurter l'Azerbaïdjan et que celui-ci bascule dans le giron turc. Et pendant ce temps, les victimes s'accumulent des deux côtés.

- **Les deux arguments juridiques mis en avant par l'Azerbaïdjan ne résistent pas à l'analyse au fond :**

* "Le Karabakh est une région de l'Azerbaïdjan" :

Non, son acquisition en 1921 a été réalisée de manière totalement arbitraire et illégitime.

En outre, stricto sensu, le Karabakh est sorti de l'Azerbaïdjan soviétique en se proclamant république socialiste soviétique (RSS) le 22/02/1988 ;

or l'Azerbaïdjan n'a proclamé son indépendance que le 30/08/1991.

Donc juridiquement, quand bien même le Karabakh a fait partie de la RSS d'Azerbaïdjan, il n'a jamais fait partie de l'Azerbaïdjan indépendant.

* "Le principe d'intégrité territoriale" :

Il n'est ici pas pertinent, d'abord, donc, en raison de l'acquisition arbitraire et illégitime ; ensuite et surtout, parce que la Cour internationale de Justice a statué en 1995 (affaire Timor Oriental) que **le droit des peuples à l'autodétermination primait sur le principe d'intégrité territoriale.**

- En tant que membre permanent du Conseil de sécurité, la France a une responsabilité et une capacité particulières pour :

*Saisir le Conseil de sécurité en vue de mettre un terme aux conflits iniques et tragédies humaines ;

*Défendre les valeurs universelles de la démocratie et de l'État de droit ;

*Rompre la dynamique belliqueuse portée par Erdogan, chaque laissé faire étant un encouragement à aller plus loin.

- Enfin, parce que l'Arménie est une amie et une alliée historique de la France depuis le Moyen Âge.

Voilà pourquoi le Président de la République et le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères ne doivent même pas attendre le vote de [la résolution](#) par l'Assemblée nationale mais prendre le leadership de la reconnaissance internationale de la République d'Artsakh.

4. La Croix

4 novembre 2020

<https://www.la-croix.com/Monde/Lourds-soupcons-crimes-guerre-Haut-Karabakh-2020-11-04-1201122947>

Lourds soupçons de crimes de guerre dans le Haut-Karabakh

L'ONU dénonce des bombardements sur des populations civiles et des exécutions sommaires dans le Haut-Karabakh, où s'affrontent l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

par Pierre Sautreuil

Jeudi 15 octobre, deux vidéos ont commencé à circuler sur les boucles de discussion pro-Azerbaïdjan de l'application de messagerie cryptée Telegram. Sur la première, tournée dans un village du Haut-Karabakh, on voit des soldats azerbaïdjanais capturer deux combattants arméniens : un jeune homme et un septuagénaire.

Sur la seconde, tournée quelques instants plus tard, on voit les captifs se tenir assis sur un muret, leurs mains attachées dans le dos. Le vieil homme s'agite légèrement. Il est environ 15 heures. Hors champ, une voix lance une instruction en azéri : « *Visez la tête.* »

→ À LIRE. [Haut-Karabakh, les cartes pour comprendre le conflit](#)

Les autorités azerbaïdjanaises affirment que ces vidéos sont de faux grossiers. Pour les

analystes indépendants, il ne fait pourtant presque aucun doute qu'elles constituent la preuve que des exécutions extrajudiciaires ont eu lieu dans le Haut-Karabakh.

« *Nous avons pu géolocaliser ces vidéos près de la ville de Hadrou, dans une zone récemment conquise par l'armée azerbaïdjanaise* », déclare à *La Croix* Nick Waters, ancien officier britannique et aujourd'hui membre du site d'enquête Bellingcat. « *L'équipement des soldats correspond à celui des forces spéciales azerbaïdjanaises.* » Quelques jours plus tard, la BBC a à son tour authentifié les vidéos.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie s'accusent régulièrement d'enfreindre le droit international humanitaire depuis la reprise du conflit le 27 septembre dans le Haut-Karabakh, région séparatiste de l'Azerbaïdjan peuplée majoritairement d'Arméniens. Sur les réseaux sociaux et par médias interposés, les deux camps se livrent à une lutte d'information féroce, appuyant à l'occasion leurs allégations sur des images non vérifiées.

Armes à sous-munitions

La haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a en tout cas tenu à exprimer son inquiétude : les « *enquêtes approfondies de médias* » attestent, selon elle, de la crédibilité des exécutions de Hadrou. Dans un communiqué publié le 2 novembre, l'ancienne présidente du Chili a rappelé que le meurtre de personnes protégées, telles que des civils et des prisonniers de guerre, constituait une grave infraction aux conventions de Genève, et à ce titre, un crime de guerre.

Michelle Bachelet a également attiré l'attention sur les bombardements indiscriminés effectués par les deux camps sur des zones densément peuplées, y compris au moyen d'armes à sous-munitions. Ces projectiles dévastateurs ont pour particularité de contenir une multitude de bombes qui, peu avant l'impact, se dispersent, et viennent s'abattre sur une surface importante. Une roquette russe 9M55K peut ainsi contenir 72 bombes de 1,75 kilogramme chacune, elles-mêmes conçues pour se fragmenter en 96 éclats de métal.

D'après Amnesty International, c'est ce type de munition qu'ont employé les forces arméniennes pour frapper le 28 octobre la ville azerbaïdjanaise de Barda, faisant 21 morts et des dizaines de blessés. Début octobre, l'ONG avait déjà relevé l'usage de ce type de projectiles par l'armée azerbaïdjanaise lors d'un bombardement sur Stepanakert, la capitale séparatiste. Des attaques indiscriminées pouvant elles aussi être considérées comme des crimes de guerre.

De la preuve à la responsabilité

Dans son communiqué, Michelle Bachelet souligne que les parties prenantes du conflit sont tenues d'enquêter « *de manière approfondie et impartiale sur ces violations* », et de traduire en justice leurs auteurs. Un vœu pieux, à l'heure où l'Arménie et l'Azerbaïdjan continuent de se rejeter la faute des bombardements incriminés. « *C'est une chose de produire des preuves, c'en est une autre de faire en sorte qu'une responsabilité soit reconnue* », déplore Nick Waters. « *Malheureusement, il est extrêmement rare que cela se produise.* »

Depuis la mi-octobre, les défenseurs du Haut-Karabakh ont été contraints de reculer, bousculés par la supériorité militaire des troupes de Bakou. Les observateurs du conflit craignent que ces avancées ne rapprochent les combats des villes, exposant encore plus la

population civile.

Des dizaines de milliers de déplacés

Les données fiables manquent pour établir un bilan humain du conflit. Depuis la reprise

des combats, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et les autorités du Haut-Karabakh ont multiplié les déclarations exagérant les pertes ennemies, tout en minimisant ou en taisant les leurs.

Près de 5 000 personnes auraient perdu la vie en moins d'un mois de combat, a déclaré le 22 octobre le président russe, Vladimir Poutine.

90 000 Arméniens et 40 000 Azerbaïdjanais auraient été contraints de quitter leurs foyers, selon les données publiées par les belligérants.

5. Fact investigation platform

1er novembre 2020

<https://fip.am/en/13566>

The known and unknown arms suppliers of Azerbaijan

par Ani Avetisyan et Hovhannes Nazaretyan

Over the last ten years in particular, Azerbaijan has purchased various weapons from Russia, Turkey and Israel. These three countries are the [main](#) suppliers of weapons to Azerbaijan.

However, in the arsenal of Azerbaijan there are also weapons produced by other countries. The Fact Investigation Platform has studied open sources to find out which countries have armed Azerbaijan and what weapons they have supplied to Baku.

European Union

On October 26, 2020, the European Union External Action Service [released](#) data on arms exports from EU member states, which for the first time provided detailed information on arms supplies from the EU to Azerbaijan. Although they are not complete, these data provide previously unknown information on EU-Azerbaijan military cooperation.

The published [information](#) covers the years 2013-2019 and is based on data provided by EU member states. In total, in seven years, EU member states have authorized 4.73 billion euros in arms exports to Azerbaijan. At least 7% of it, amounting to 339 million euros, was definitely exported to Azerbaijan. It is noteworthy that almost 90% of the 339 million euros worth of weapons were exported from two countries - Bulgaria and France, each of which supplied about 150 million euros worth of weapons to Azerbaijan.

France

According to the [data](#) available in the database, from 2013 to 2019 France exported weapons worth 148.3 million euros to Azerbaijan. The same index was [published](#) separately by France, according to which in 2010-2019 weapons [worth](#) 148.4 million euros were sold to Azerbaijan.

About 95% of it (140 million euros) was exported in 2015 alone. In the same years, France authorized the export of 3.35 billion euros worth of weapons to Azerbaijan.

However, neither the EU database nor the report of the French government contains detailed data on what weapons Azerbaijan received.

At the same time, there is information in open sources about various French weapons in the Azerbaijani armed forces. According to the [Army Recognition](#) website, for example, Azerbaijan has 19 [MO-120-RT-61](#) French grenade launchers.

Meanwhile, according to the [defense.az](#) website, there are [Sherpa 2](#) armored vehicles of the French "Renault" company in the arsenal of the Azerbaijani Armed Forces. In 2018, Azerbaijani sources [reported](#) that MICA and Aster 30 air defense missiles will be purchased from France.

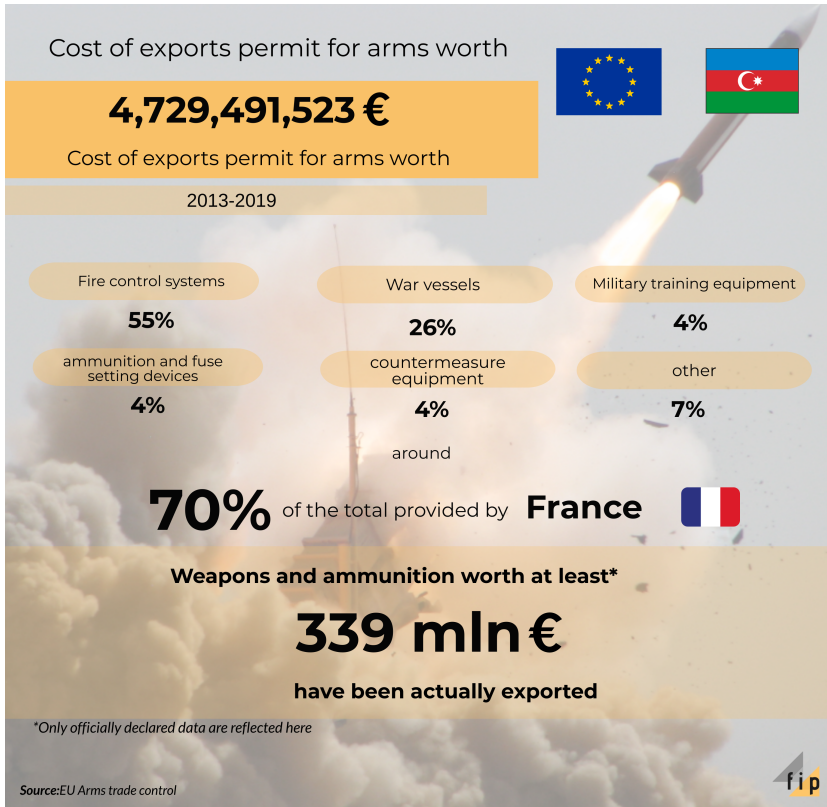
Bulgaria

Bulgaria is the leader in arms sales to Azerbaijan from EU member states. That country supplied 150.9 million euros worth of weapons to Azerbaijan in 2013-2019. Most of it, 94% (142 million euros), is ammunition (bullets, mines, rockets, etc.). Earlier, in 2002, according to [SIPRI](#), Bulgaria sold 36 [M-46](#) artillery pieces to Azerbaijan.

Other EU member states

Other EU member states have also sold arms to Azerbaijan, but significantly less than France and Bulgaria.

Spain exported about 19.5 million euros worth of weapons to Azerbaijan in the period of 2013-2019, the Czech Republic - 7.2 million, Romania - 5.3 million, Italy and Croatia - 2.6 million each.



The volume of weapons sold by each of the other countries to Azerbaijan in 2013-19 was less than 1 million euros. However, for some reason the EU database is not complete. Below are the countries that have reliable data on arms sales to Azerbaijan.

Czech Republic

On October 21, the Artsakh Defense Army [published](#) satellite photos showing Czech-made 152 mm [DANA](#) self-propelled artillery pieces.

The DANA installations used in Artsakh were manufactured in the Czech Republic and further processed in neighboring country Slovakia. Information on the export of Czech weapons to Azerbaijan was first published in 2017.

In 2018, Azerbaijan demonstrated Czech self-propelled grenades, followed by a [denial](#) from the Czech authorities, stating that they were not aware of the weapons supplied to Azerbaijan. [Investigative journalists](#), however, managed to gain access to some of the [documents](#) that proved otherwise.

The weapons were transported via the Czech Republic-Israel-Azerbaijan route. By the way, these weapons were delivered to Baku by the "Ilyushin" airplanes of the Silk Way company. These planes had been carrying out active cargo transportation since the days before the

war, which started on September 27, 2020. Even now, in all probability, they are transporting weapons to Azerbaijan.

Fip.am articles on these topics:

- [About 100 flights to Azerbaijan in a month. Military assistance by air continues](#)
- [Cargo transportation between Belarus and Azerbaijan](#)
- [Military aircraft did fly over Georgia during the war](#)
- [Flights from Israel to Azerbaijan: fruits and vegetables or weapons and ammunition?](#)
- [Activity of the Turkish Air Force within Armenia and beyond its border](#)
- [Active movements of the air force between Azerbaijan and Turkey and on the Armenian-Turkish border](#)

According to The Military Balance [Yearbook](#) (2019) published by the IISS Research Institute, the Azerbaijani Armed Forces have at least 9 Czech-made [DANA](#) self-propelled artillery units, and according to the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Azerbaijan has 30 [RM-70](#) Vampire multiple rocket launchers.

The Czech Republic also [sold](#) 54 [Tatra 815](#) trucks to Azerbaijan.

Great Britain

The United Kingdom, which left the European Union in the winter of this year, for the period 2013-2019 declared a permit to export weapons worth only 1.8 million euros. In fact, this country did not present real export data.

It should be noted that Great Britain joined the non-mandatory [embargo](#) imposed on Armenia and Azerbaijan by the OSCE in 1992, but in 2014, in fact, reconsidered the decision.

In October 2020, the UK Department of International Trade [confirmed](#) that arms had been supplied to both Armenia and Azerbaijan since 2010. In particular, arms worth about 86 million pounds were exported to Azerbaijan, and 4.2 million to Armenia.

Other countries

The Paramount Group company operating in the Republic of South Africa (RSA) [has been producing](#) armored vehicles together with Azerbaijan since 2009. According to the [information](#) published in the SIPRI [database](#), RSA sold a total of 145 armored vehicles to Azerbaijan, including 85 [Marauder](#) and 60 [Matador](#).

They were delivered to Azerbaijan in 2009-2015. Most of these armored vehicles were assembled in Azerbaijan. By the way, according to the SIPRI database, the diesel engines of these armored vehicles [were supplied from the USA](#) from 2009 to 2014. On October 23, [photos](#) surfaced on the Internet showing “Matador” armored vehicles that exploded during the war in Artsakh and were taken to Baku.

In 2012, RSA [sold NTW-20](#) sniper rifles to Azerbaijan.

During the first war, in 1993, **Ukraine** [provided](#) Azerbaijan with dozens of tanks and [MiG-21](#) fighters. According to the SIPRI database, Ukraine supplied 150 [T-55](#) tanks to Azerbaijan from 1993-1994.

Active military cooperation between Ukraine and Azerbaijan continued in the 21st century as well.

According to SIPRI, Ukraine sold the following weapons to Azerbaijan during the period 2002-2010:

Military vehicles

- 45 [T-72](#) tanks (2004-06)
- 168 armored personnel carrier ` 18 [BTR-80](#) (2007) and 150 [BTR-70](#) (2007-10)
- 2 BMP-1 and 3 BTR-3U infantry fighting vehicle (2005-06)

Aviation

- 16 [MIG-29](#) jet fighter (2006-11)
- 12 [MIL MI-24](#) attack helicopter (2009-10)
- 12 [L-39](#) military trainer aircraft
- 43 [R-27](#) air-to-air missile (2007)

Artillery

- 12 [Smerch](#) multiple rocket launcher (2004-05)
- 72 [T-12 100mm](#) anti-tank gun (2002)
- 54 [2S1 Gvozdika](#) self-propelled howitzer (2008-10)
- 16 [2S3 Akatsia](#) self-propelled gun (2009-10)
- 3 [2S7 Pion](#) self-propelled artillery (2008)
- 55 [D-30](#) howitzer (2007)
- 85 [M-43](#) mortar (2005-06)

Other

- 18 [Strela-3](#) air defense missile system (2008)
- 400 R-2 missile (2009-10) for [Skif](#) anti-tank guided missile and Mi-24 strike helicopters

In 2017, the State Border Guard Service of Azerbaijan purchased 50 RK-2S and RK-2OF anti-tank guided missiles from Ukraine.

According to [SIPRI](#), Belarus, which is Armenia's ally in the CSTO, was on the list of countries supplying significant weapons to Azerbaijan in 2009-2013.

Earlier, from 2002-2015, Azerbaijan purchased from Belarus 60 BTR-70 armored personnel carriers, 153 T-72 tanks, 120 D-30 howitzers, 12 [2S7 Pion](#) artillery, 11 [Su-25](#) attack aircraft and 20 [T-38 Stilet](#) anti-aircraft missile systems. Moreover, from 2013 to 2015 Belarus

[supplied](#) 18 units of [Buk](#) anti-aircraft missile systems to Azerbaijan.

In 2018, Belarus sold “[Polonez](#)” multiple rocket launchers to Azerbaijan, which were [shown](#) for the first time in June 2018. According to the information published in the SIPRI database, from 2018-2019 Belarus supplied Azerbaijan with 10 “Polonez” complexes.

In 2017, Pakistan [signed](#) a contract with Azerbaijan for the purchase of 10 [PAC MFI-17Mushshak](#) training aircraft. These planes were delivered to Azerbaijan in 2018. These planes were [supplied](#) to Azerbaijan in 2018. Earlier, the Azerbaijani authorities [announced](#) an agreement on arms import with Pakistan. From 2019-2020, Pakistan began to actively produce [JF-17](#) combat aircraft, while Azerbaijan has repeatedly [stated](#) its desire to acquire it.

Some other countries have also sold small quantities of [weapons](#) to Azerbaijan. In particular, according to SIPRI, **Georgia** in 2002 sold 6 [Su-25](#) attack aircraft to Azerbaijan. According to [torazm.info](#) website, in 2002-2015 Azerbaijan bought 28 Su-25 aircraft from Georgia.

In the same years, Azerbaijan purchased 10 [RAK-12](#) rocket launchers from **Bosnia**. In 2002, **Slovakia** [sold](#) a T-72M1 tank to Azerbaijan.

When it came to the alleged supply of weapons from Serbia to Armenia during the Tavush battles in July 2020, Serbian President Aleksandar Vučić [stated](#) that in recent years Serbia had sold ten times more weapons to Azerbaijan than to Armenia. In conclusion, it should be noted that although Azerbaijan’s arsenal is mainly supplied with Russian, Turkish and Israeli weapons, that country has bought a rather significant amount of weapons from other countries as well.

Ukraine and Belarus sold a large number of both Soviet and locally produced weapons to Azerbaijan.

Despite the non-binding arms embargo imposed by the OSCE, several European countries are also not reluctant to arm Azerbaijan, particularly the Czech Republic, Bulgaria, France, Great Britain and Serbia.

6. L'Express

4 novembre 2020

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/comment-erdogan-cherche-a-etablir-un-leadership-moral-sur-le-monde-musulman_2137742.html

Comment Erdogan cherche à établir un leadership moral sur le monde musulman

par Guillaume Perrier



Alors que la Turquie s'enfonce dans la crise économique, Recep Tayyip Erdogan poursuit sa stratégie va-t-en-guerre, avec en ligne de mire les élections de 2023.

Au pouvoir depuis dix-huit ans, Recep Tayyip Erdogan entend bien s'y maintenir. Depuis 2015, le Reis gouverne avec le parti d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), ainsi qu'avec une frange nationaliste laïque et anti-occidentale, influente au sein de l'armée. Une alliance vert brun qui, depuis des mois, le pousse dans une fuite en avant belliqueuse. Pour remobiliser sa base militante et faire oublier la [crise économique qui mine son pays](#), Erdogan est prêt à tout. Il provoque des [tensions diplomatiques](#) et militaires, même avec ses voisins et ses alliés. Après avoir envahi à trois reprises le nord de la Syrie pour en déloger les Kurdes, la Turquie a débarqué en Libye en janvier dernier. Elle a envoyé le mois suivant des bus de migrants prendre d'assaut la frontière grecque et provoqué une [quasi-bataille navale](#) en Méditerranée orientale durant l'été. Enfin, elle est allée [soutenir l'Azerbaïdjan](#) à la reconquête du Haut-Karabakh. A chaque crise succède une autre crise.

Cette projection de la Turquie hors de ses frontières est souvent interprétée comme une forme de nostalgie impériale, une récupération de la puissance ottomane dans un environnement géographique qu'elle a dominé durant plus de quatre cents ans. Le navire de prospection envoyé dans les eaux de la Méditerranée, *l'Oruç Reis*, le nom turc du corsaire ottoman Barberousse, en serait le symbole. Mais ce "néo-ottomanisme" n'est qu'un aspect de la stratégie politique d'Erdogan. La doctrine militaire qui justifie les élans expansionnistes et la remise en question des frontières maritimes s'appuie d'abord sur une vision nationaliste revancharde. Celle d'une Turquie à l'étroit dans ses frontières, assiégée et menacée par les Occidentaux, comme au lendemain de la Première Guerre mondiale. *Mavi Vatan* ("Patrie Bleue") doit être défendue. Cette théorie élaborée dans les années 2000 par l'ancien chef de la marine turque, Cem Gürdeniz, a été adoptée par Ankara. Pour son concepteur, interrogé par la revue *Le Grand Continent*, il s'agit "de protéger la Turquie contre cette pression impérialiste qui la pousse vers la terre".

Suite de l'article réservée aux abonnés.

7. Front Populaire

30 septembre 2020

<https://frontpopulaire.fr/o/Content/co252375/haut-karabakh-une-poudriere--manipulee-par-erdogan>

Haut Karabakh : une poudrière manipulée par Erdogan

par [Stéphane MOINET, Fonctionnaire \(Pseudonyme\)](#)

ANALYSE. Depuis dimanche dernier, la guerre fait rage au Haut Karabakh. En arrière-plan, Erdogan fidèle à sa feuille de route : l'impérialisme turc de Stepanakert à Tripoli en passant par les eaux territoriales grecques !

Auteur

[Stéphane MOINET Fonctionnaire \(Pseudonyme\)](#)

Publié le 30 septembre 2020

C'est beaucoup plus que quelques turbulences dans une région lointaine et méconnue des Français. Depuis dimanche 27 septembre, l'Azerbaïdjan soutenue par la Turquie d'Erdogan bombarde la région autonome du Haut-Karabakh peuplée majoritairement d'Arméniens, ayant proclamée son indépendance en 1991. Côté arménien on déplore une centaine de militaires morts jusqu'à présent. Sans parler des civils qui fuient les zones de combat. Au premier coup d'oeil, on est frappé par le déséquilibre des forces en présence. D'un côté deux pays (Azerbaïdjan + Turquie) qui pèsent 85 millions d'habitants et un budget militaire de 24 milliards de dollars, de l'autre : le Karabakh et l'Arménie, qui rassemblent une population de 3,2 millions d'habitants et un budget militaire 450 millions de dollars.

La suprématie militaire de l'Azerbaïdjan dans ce conflit est indéniable en ce qui concerne l'aviation, les blindés et les soldats. Mais surtout le soutien indéfectible de la Turquie pèse très lourd ! Erdogan a promis un « soutien total du peuple turc à ses frères azerbaïdjanais ». « Avec tous nos moyens », a-t-il précisé sur son réseau social. Parmi la palette des « moyens » disponibles pour le chef turc, l'envoi de mercenaires islamistes payés par l'État turc, unis sous la bannière de l'ANS (Armée nationale syrienne). Derrière cette aide à l'Azerbaïdjan, Erdogan poursuit dans la plus grande transparence son projet qui est celui de la restauration de l'Empire ottoman. Ni plus, ni moins. Il veut instaurer une grande Turquie, projet qui passe par un déploiement et des interventions belliqueuses jusqu'en Lybie, mais aussi en Grèce dont il n'hésite pas à violer les eaux territoriales pour tenter de s'approprier les réserves de gaz. Le « Sultan » avance sans masque et face à une Europe sans unité, se moque des rodomontades d'Emmanuel Macron.

Le conflit qui oppose depuis trente ans Arméniens et Azéris sur la question du Haut-Karabakh est donc partie prenante de « son » projet, sa grande affaire. Pour la Turquie, qui a une politique expansionniste, l'Azerbaïdjan est plus qu'un peuple frère turcophone. « Iki devlet, bir Millet » entend-on à Bakou ou Ankara, ce qui veut dire « Deux États, mais une nation ». Rien de ce qui se joue là-bas n'échappe donc au leader turc.

Et cet appétit pour la région ne date pas d'hier. Revenons à l'origine du conflit. Comme l'explique La revue des Deux mondes, le Haut-Karabakh, territoire dont nul ne discute la continuité arménienne depuis l'Antiquité, a été rattaché en 1923 à la République socialiste d'Azerbaïdjan. De par la Constitution soviétique, ce statut lui donnait le droit de demander démocratiquement son rattachement à l'Arménie. En 1988, le parlement de la région autonome le demanda à la faveur de la perestroïka. Il faut dire que pendant plus de cinquante ans, les Arméniens du Karabakh avaient été traités par les Azerbaïdjanais comme des sous citoyens, leur région ne bénéficiait d'aucun plan de développement économique, sans parler des brimades quotidiennes pour tous ceux qui voulaient pratiquer leur langue et leur culture.

A partir de 1988, ce sont donc de grandes manifestations qui eurent lieu pour réclamer ce rattachement en vertu de la loi soviétique. Il ne s'agit donc pas d'un quelconque « séparatisme arménien » comme l'a écrit France Info, le site d'infos de France Télévisions, au mépris de la plus petite connaissance en politique internationale. Au contraire c'est du côté azéri que les forfaitures se multiplient depuis 30 ans. Février 1988, à Soumgaït, puis en 1990 à Bakou, plus de deux cents maisons incendiées, des magasins pillés, des civils battus, martyrisés, torturés, violés ou brûlés vifs. Les massacres à Soumgaït ont duré trois jours et trois nuits.

Deux ans plus tard, en janvier 1990 à Bakou, l'ONU apporte des précisions : « Pendant 5 jours, en janvier 1990 à Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, on a tué, torturé, pillé, humilié les représentants de la communauté arménienne. Les femmes enceintes et les enfants étaient agressés, les fillettes violées sous les yeux de leurs parents ; sur le dos de leurs victimes, les massacreurs marquaient au fer rouge la croix chrétienne. Les gens étaient poursuivis simplement pour leur foi chrétienne. »

Comme tout peuple en sursis, les Arméniens du Haut-Karabakh décidèrent d'assurer leur défense et purent ensuite compter sur les unités de la République arménienne voisine. C'est ce que ne leur pardonnent pas l'Azerbaïdjan et la Turquie : avoir résisté plutôt que de s'être laissé « génocider » sans rien dire. Comme en 1915 où 1 500 000 Arméniens furent massacrés par les Turcs dans l'indifférence de la communauté internationale. L'idéologie nationaliste turque n'a jamais vraiment changé depuis et ses rêves de grandeur non plus. Et

la coalition islamo-nationaliste d'Erdogan a repris le flambeau de ce discours xénophobe anti-arménien, anti-grec assoiffé de grandeur pour la Turquie.

En 1994, après plusieurs années d'une guerre qui fit trente mille victimes, face à une armée azerbaïdjanaise bien supérieure, les forces arméniennes ont remporté une vraie victoire. Elles contrôlent non seulement le Karabakh mais aussi la bande de territoire azerbaïdjanais qui sépare le Karabakh de l'Arménie, assurant ainsi son désenclavement et son rattachement de facto. Pour Erdogan Il fallait que cela change, il est donc actuellement à l'œuvre.

Notons par ailleurs qu'avec beaucoup de cynisme, dans une région du monde où ils ne font que des erreurs, les occidentaux ont accepté de vendre à l'Azerbaïdjan du matériel militaire : des satellites militaires français et hollandais, notamment, ainsi que des chars allemands. Israël, plus obnubilé par l'Iran pour sa survie que les dangers de la Turquie, n'a pas hésité à fournir pour 3 milliards d'armements aux Azéris, notamment des drones tueurs.

Donald Trump, de son côté, emberlificoté dans les élections américaines, ne bougera pas à quelques semaines du scrutin. D'autant plus qu'il sait que les bases de l'OTAN sont sur le sol turc et en attendant de les déplacer, le pouvoir américain est obligé de fermer les yeux sur les folies expansionniste d'Erdogan. Si le conflit se prolonge, c'est Moscou qui va devoir intervenir et jouer les juges de paix dans la région. Nikol Pachinian, le Premier ministre arménien porté au pouvoir par la révolution de velours en 2018, n'est pas exactement un proche de Poutine. Le maître du Kremlin pourrait se réjouir qu'il soit déstabilisé par ce conflit. D'un autre c

...